



DIVISION « ACTION DE L'ÉTAT EN MER »

Toulon, le 25 mars 2020

ARRÊTE PRÉFECTORAL N° 040/ 2020
RÉGLEMENTANT LA NAVIGATION, LE MOUILLAGE
ET LA PLONGÉE SOUS-MARINE
DANS LE PÉRIMÈTRE DE LA RÉSERVE NATURELLE MARINE
DE CERBERE-BANYULS
(PYRÉNÉES-ORIENTALES)

Le vice-amiral d'escadre Laurent Isnard,
préfet maritime de la Méditerranée

- VU le code de l'environnement,
- VU le code des transports et notamment ses article L.5242-2 et L.5243-6,
- VU le code du sport,
- VU le code pénal et notamment ses articles 131-13 et R. 610-5,
- VU le décret n° 90-790 du 6 septembre 1990 modifié portant création de la réserve naturelle de Cerbère-Banyuls,
- VU le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 modifié relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer,
- VU le décret n° 2016-1108 du 11 août 2016 portant création de recueils d'actes administratifs des préfetures maritimes sous forme électronique,
- VU l'arrêté inter préfectoral n°2011362-0005 du 28 décembre 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public au profit du conseil général des Pyrénées-Orientales pour mise en place d'une zone de mouillages et d'équipements légers en baie de Peyrefite située au droit du littoral des communes de Banyuls-sur-Mer et Cerbère,
- VU l'arrêté inter préfectoral n° 60/2019 du 3 mai 2019 (RAA PREMAR MED) modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime, pour une zone de mouillages et d'équipements légers (ZMEL) située au Cap l'Abeille, sur la commune de Banyuls-sur-Mer au profit du département des Pyrénées-Orientales,
- VU l'arrêté du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n° R93-2019-10-03-001 du 3 octobre 2019 portant réglementation particulière de la pêche maritime de loisir à l'intérieur du périmètre de la Réserve Naturelle Marine de Cerbère-Banyuls,

- VU** l'arrêté du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n° R93-2016-06-13-001 du 13 juin 2016 portant réglementation particulière de la pêche professionnelle à l'intérieur de la Réserve Naturelle Marine de Cerbère-Banyuls,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 19/2018 du 14 mars 2018 modifié réglementant la navigation et la pratique de la plongée sous-marine le long du littoral des côtes françaises de Méditerranée,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 123/2019 du 3 juin 2019 fixant le cadre général du mouillage et de l'arrêt des navires dans les eaux intérieures et territoriales françaises en Méditerranée,
- VU** l'avis du comité consultatif de la Réserve Naturelle Marine de Cerbère-Banyuls en date du 2 février 2018,

Considérant qu'il convient de mettre en œuvre des mesures de protection et de conservation de la biodiversité marine et des habitats sous-marins dans les eaux de la Réserve Naturelle Marine de Cerbère-Banyuls,

Considérant qu'il importe en conséquence de réglementer les différents usages à l'intérieur de la Réserve Naturelle Marine de Cerbère-Banyuls,

Considérant qu'il appartient aux maires de Banyuls-sur-Mer et de Cerbère de réglementer la baignade et les activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins non immatriculés jusqu'à la limite des 300 mètres à compter de la limite des eaux en application des dispositions de l'article L.2213-23 du code général des collectivités territoriales.

A R R E T E

ARTICLE 1 – Champ d'application

Le présent arrêté réglemente la navigation, le mouillage et la pratique de la plongée sous-marine (en apnée et en scaphandre autonome) dans le périmètre de la Réserve Naturelle Marine (RNM) de Cerbère-Banyuls créée par le décret n°90-790 du 6 septembre 1990 susvisé.

En annexe I, sont rappelées les délimitations de la réserve, de la zone de protection renforcée et des deux zones de mouillages et d'équipements légers (ZMEL) situées respectivement au cap l'Abeille et en baie de Peyrefite.

ARTICLE 2 – Navigation et limitation de la vitesse

Dans les ZMEL, la vitesse est limitée à trois nœuds. Cette limitation de vitesse s'applique aux navires ainsi qu'aux engins immatriculés et, lorsqu'ils viennent du large, aux engins non immatriculés.

En dehors des ZMEL, la vitesse est limitée à :

- 8 nœuds au-delà de la bande littorale des 300 mètres pour les navires et les engins de toute nature ;
- 5 nœuds dans la bande littorale des 300 mètres. Cette limitation générale de vitesse s'applique aux navires, aux engins immatriculés et, lorsqu'ils viennent du large, aux engins non immatriculés.

ARTICLE 3 – Mouillage

Le mouillage est interdit dans la zone de protection renforcée et dans le périmètre des deux ZMEL. Dans les deux ZMEL, seul l'amarrage sur les bouées mises en place est autorisé dans les conditions définies par les arrêtés inter préfectoraux susvisés.

En dehors de ces zones, le mouillage n'est autorisé qu'en dehors des herbiers de posidonies et autres espèces et habitats protégés (coralligène).

ARTICLE 4 - Plongée sous-marine

4.1. Principe

À l'intérieur de la zone de protection renforcée, la pratique de la plongée sous-marine en scaphandre autonome et en apnée (plongée libre), avec ou sans l'aide d'un engin à propulsion, est interdite.

En dehors de la zone de protection renforcée, la plongée sous-marine ne peut être pratiquée qu'en scaphandre autonome et sans l'aide d'un engin à propulsion. Cette pratique est subordonnée à l'obtention d'une autorisation délivrée par la RNM valable pour l'année civile en cours.

Les conditions de délivrance de cette autorisation aux structures de plongée (commerciales ou associatives) ainsi qu'aux plongeurs particuliers sont précisées en annexe II.

4.2. Conditions de pratique en dehors de la zone de protection renforcée

La plongée sous-marine en scaphandre autonome ne peut être pratiquée que dans les conditions suivantes :

- À partir d'un navire : les structures de plongée ainsi que les plongeurs particuliers doivent être titulaires de l'autorisation sur laquelle est mentionné le nom du navire support de plongée.

Tout changement portant sur le(s) navire(s) support(s) de plongée doit être signalée à la RNM. Dans l'attente de la modification de l'autorisation, la plongée sous-marine peut continuer à être pratiquée.

- À partir du rivage :
 - pour tous les plongeurs rattachés à la structure de plongée définie comme établissement organisant la pratique de la plongée subaquatique (cf. article A322-71 code du sport) ;
 - pour les plongeurs particuliers rattachés à une palanquée (cf. article A322-73 du code du sport) dont doit faire partie obligatoirement le titulaire de l'autorisation avec un maximum de 5 membres dans cette palanquée ;
 - pour les plongeurs particuliers isolés, titulaires de l'autorisation.

4.3. Prescriptions à respecter

Dans le cadre de la pratique de la plongée sous-marine, les prescriptions suivantes doivent notamment être respectées :

- interdiction de tout contact physique avec le substrat ou les espèces ;
- interdiction de tout prélèvement ou destruction d'espèces ;
- interdiction de nourrissage ou de tout procédé destiné à attirer les animaux ;
- port obligatoire d'un gilet stabilisateur pour éviter le palmage impactant pour la faune et la flore.

4.4. Pratique de nuit

Pour des raisons de sécurité et de connaissance de l'activité, les structures de plongée et plongeurs particuliers bénéficiant d'une autorisation doivent obligatoirement se signaler au préalable pour toute plongée réalisée entre les heures légales de coucher et de lever du soleil.

Ce signalement devra s'effectuer, au plus tard, avant 17h00 le jour de la plongée de nuit, auprès du gestionnaire de la RNM (téléphone : 04 68 88 09 11).

4.5. Tenue à jour du carnet de plongée

Chaque titulaire d'une autorisation doit tenir à jour le carnet de plongée selon le modèle mis à disposition par la RNM.

Ce carnet est renseigné à l'issue de chaque sortie de plongée sous-marine et adressé au service gestionnaire au plus tard le 30 novembre de chaque année à des fins d'exploitation des données par le conseil scientifique de la réserve.

La transmission de ce carnet est exigée dans le cadre du renouvellement de l'autorisation.

4.6. Non-respect des règles édictées

Sans préjudice des poursuites rappelées à l'article 6, le non-respect des dispositions édictées au présent article est susceptible d'entraîner, soit un avertissement, soit le retrait immédiat de l'autorisation de plongée accompagné le cas échéant de son non-renouvellement l'année suivante.

ARTICLE 5 – Dispositions spécifiques

Les interdictions et restrictions édictées par le présent arrêté ne s'appliquent pas :

- aux bâtiments et embarcations de l'Etat chargés de la police du plan d'eau ou en mission de sauvetage ;
- aux navires et plongeurs de la RNM et du Parc naturel marin du golfe du Lion ;
- aux navires et plongeurs dans le cadre de la réalisation de travaux scientifiques validés par le comité consultatif et le conseil scientifique de la RNM. Ces navires et plongeurs devront être en possession de l'autorisation spécifique délivrée par la RNM.

ARTICLE 6 - Poursuites

Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux poursuites et aux peines prévues par les articles 131-13 et R. 610-5 du code pénal, par les articles L. 5242-2 et L. 5243-6 du code des transports, ainsi que les articles 6 et 7 du décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 susvisés.

ARTICLE 7 - Abrogation

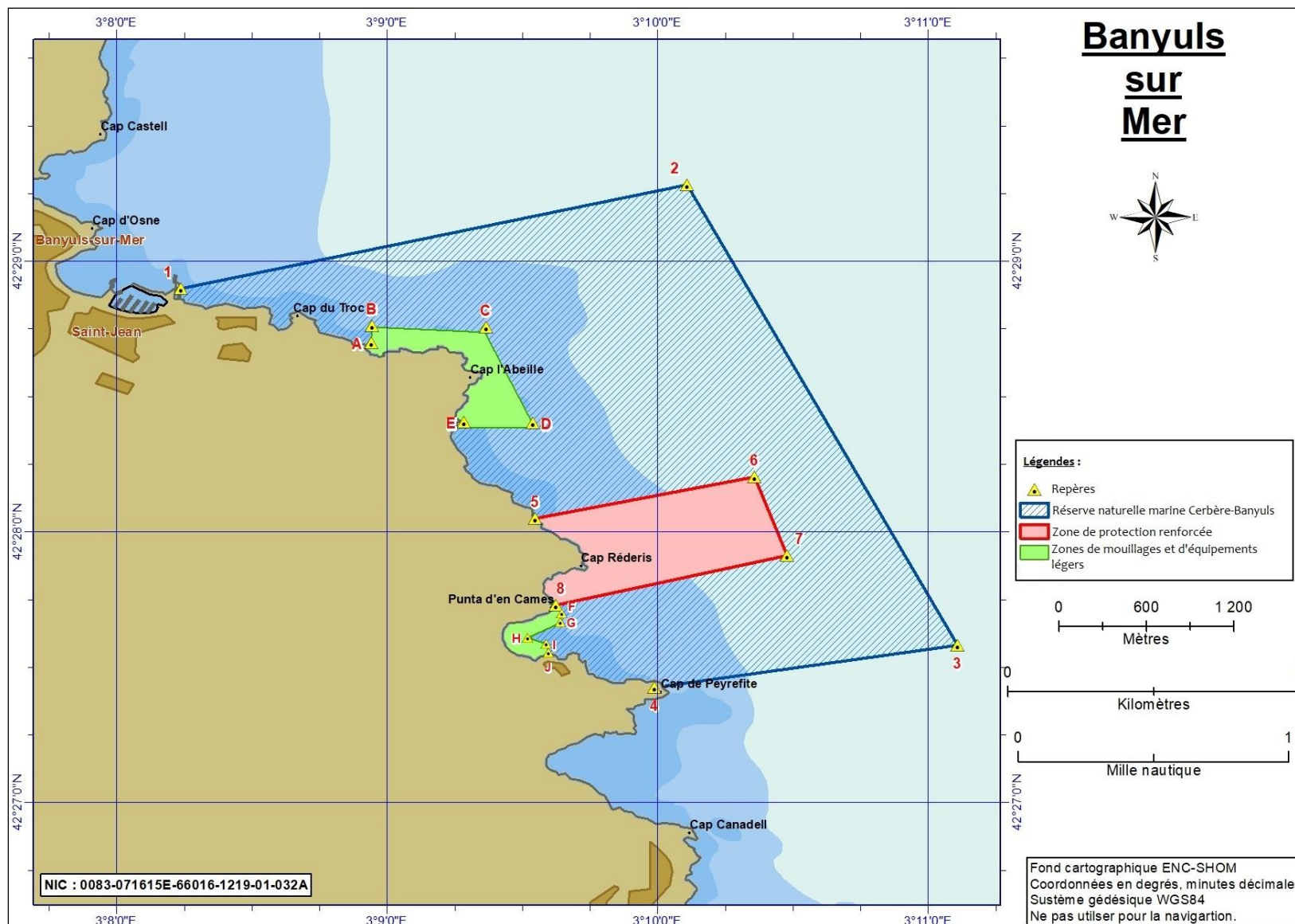
Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° 1/2000 du 24 janvier 2000 portant réglementation de la circulation et du mouillage à l'intérieur de la réserve naturelle de « Cerbère Banyuls ».

ARTICLE 8 - Exécution

Le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales, les officiers et agents habilités en matière de police de la navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté publié au recueil des actes administratifs de la préfecture maritime de la Méditerranée.

Signé : Laurent Isnard

ANNEXE I à l'arrêté préfectoral n° 040/2020 du 25 mars 2020



Délimitations

Les différentes coordonnées sont exprimées dans le système géodésique WGS 84
(en degrés et minutes décimales)

Réserve naturelle marine de Cerbère-Banyuls

| Points | Latitudes | Longitudes |
|--------|-------------|--------------|
| 1 | 42°28,901'N | 003°08,237'E |
| 2 | 42°29,283'N | 003°10,109'E |
| 3 | 42°27,583'N | 003°11,109'E |
| 4 | 42°27,426'N | 003°09,988'E |

Zone de protection renforcée

| Points | Latitudes | Longitudes |
|--------|-------------|--------------|
| 5 | 42°28,051'N | 003°09,546'E |
| 6 | 42°28,203'N | 003°10,359'E |
| 7 | 42°27,913'N | 003°10,479'E |
| 8 | 42°27,731'N | 003°09,625'E |

Zone de mouillages et d'équipements légers du Cap l'Abeille

| Points | Latitudes | Longitudes |
|--------|----------------|-----------------|
| A | 42° 28, 700' N | 003° 08, 942' E |
| B | 42° 28, 763' N | 003° 08, 944' E |
| C | 42° 28, 758' N | 003° 09, 365' E |
| D | 42° 28, 403' N | 003° 09, 540' E |
| E | 42° 28, 407' N | 003° 09, 285' E |

Zone de mouillages et d'équipements légers de la baie de Peyrefite

| Points | Latitudes | Longitudes |
|--------|-------------|--------------|
| F | 42°27,700'N | 003°09,645'E |
| G | 42°27,667'N | 003°09,639'E |
| H | 42°27,610'N | 003°09,520'E |
| I | 42°27,587'N | 003°09,588'E |
| J | 42°27,554'N | 003°09,596'E |

ANNEXE II à l'arrêté préfectoral n° 040/2020 du 25 mars 2020

Modalités de délivrance des autorisations de plongée sous-marine

Nombre d'autorisations délivrées

Le nombre d'autorisations susceptibles d'être délivrées est ainsi limité :

- 20 autorisations pour les structures de plongée commerciales ;
- 20 autorisations pour les structures de plongée associatives ;
- 500 autorisations pour les plongeurs particuliers.

Dans l'hypothèse où le nombre de demandes serait supérieur aux contingents précisés ci-dessus, les autorisations délivrées respecteront les priorités suivantes :

- demandeur ayant obtenu une autorisation l'année précédente et ayant respecté la réglementation en vigueur dans la Réserve Naturelle Marine (RNM) de Cerbère-Banyuls ;
- demandeur justifiant de sa proximité géographique avec la RNM.

Demandes d'autorisation et traitement

Le formulaire de demande est accessible au bureau de la RNM de Cerbère-Banyuls (5 rue Roger David – 66 650 Banyuls-sur-Mer) ou sur le site internet du Département des Pyrénées-Orientales (www.ledepartement66.fr/dossier/la-reserve-marine-de-cerbere-banyuls/).

Ce formulaire doit être renseigné à partir du site internet précisé ci-dessus ou directement au bureau de la RNM, qui en accuse réception, avant le :

- 30 novembre de l'année N-1 pour les structures de plongée commerciales ;
- 31 mars de l'année N pour les structures de plongée associatives et les plongeurs particuliers.

Pour l'année 2020, les demandes d'autorisation pour les structures de plongées professionnelles, associatives et les plongeurs particuliers sont à déposer avant le 30 avril.

Le traitement des demandes de renouvellement d'autorisation sera subordonné à la transmission, avant le 30 novembre de l'année N-1, du carnet de plongée récapitulatif des différentes plongées réalisées durant l'année.

Les autorisations pour les structures de plongée commerciales sont délivrées sur proposition d'une commission spécialisée composée :

- d'un représentant de la délégation à la mer et au littoral de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales ;
- d'un représentant de la RNM ;
- d'un représentant des structures de plongée commerciales.

Chaque autorisation accordée est nominative et non cessible. Elle mentionne également, le cas échéant, le nom du ou des navire(s) support(s) de plongée utilisé(s).

DESTINATAIRES :

- M. le préfet des Pyrénées-Orientales
- Mme la présidente du conseil départemental des Pyrénées-Orientales
- M. le maire de Banyuls-sur-Mer
- M. le maire de Cerbère
- M. le directeur interrégional de la mer Méditerranée
- M. l'administrateur supérieur des douanes, directeur régional des garde-côtes de Méditerranée
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales
- M. le directeur adjoint, délégué à la mer et au littoral des Pyrénées-Orientales et de l'Aude
- M. le directeur du CROSS MED
- M. le commandant de la région de gendarmerie Occitanie
- M. le commandant du groupement de gendarmerie maritime de la Méditerranée
- M. le commandant du groupement de gendarmerie départementale des Pyrénées-Orientales
- M. le procureur de la République, près le Tribunal judiciaire de Marseille (Tribunal maritime)
- M. le procureur de la République, près le Tribunal judiciaire de Perpignan
- SHOM.

COPIES :

- CECMED/ DIV OPS – J35 OPS COTIERES
- SEMAPHORE DE BEAR
- PREMAR MED/AEM/PADEM/RM
- Archives.